



**Lettre ouverte à Sarkozy au sujet de la mission au Sénégal du Général St Quentin, génocidaire présumé au Rwanda.**

Monsieur le Président,

vous venez d'envoyer au Sénégal le Général Saint Quentin, « présumé génocidaire au Rwanda », que la France refuse de présenter devant le « Tribunal Pénal International sur le Rwanda (TPIR) » qui l'a convoqué à plusieurs reprises pour l'entendre sur les faits graves qui lui sont reprochés dans le « Rapport » de l'« ONU » sur le Rwanda.

Le Général Saint Quentin vient, dans notre pays, pour prendre le Commandement de ce qui reste, au Sénégal, des troupes françaises, rebaptisées « Eléments Français au Sénégal (EFS) ».

Vous comprenez dès lors, Monsieur le Président, qu'il soit légitime de vous interroger sur les raisons d'un tel choix, dans un contexte pré électoral au Sénégal, marqué par la « stratégie de chaos » de Wade, qui veut à tout prix imposer sa candidature inconstitutionnelle pour un 3ème mandat, en vue de mettre en œuvre son plan de dévolution monarchique du pouvoir à son fils. Du reste, il se dit que vous avez, jusqu'à récemment, soutenu ce projet et même tenté de le « vendre » à Obama, de la manière que l'on sait ...

Toujours est-il, que l'envoi de ce Général « présumé génocidaire », à Dakar, fait suite à la demande de votre Ambassadeur à Dakar, qu'il a adressée à l'opposition, de « permettre à Wade de briguer un 3ème mandat », en violation flagrante de notre « Constitution », et de la déclaration fracassante de votre Ministre, chargé de la Coopération, soutenant que « c'est au peuple Sénégalais de résoudre cette question de candidature » !

Cette attitude de votre Gouvernement sur la question du 3ème mandat de Wade, disqualifie d'office le « Conseil Constitutionnel » du Sénégal, qui vient pourtant d'achever une mission de concertation avec son homologue français à Paris.

L'on devrait donc s'attendre, en suivant votre logique, à ce que le « Conseil Constitutionnel » du Sénégal se « déclare incompétent », pour permettre au peuple sénégalais de trancher la question !

Or, notre Peuple ne la trancherait que dans la « Rue », précisément parce qu'il serait ridicule d'organiser un référendum sur la question, à sept mois des élections présidentielles auxquelles Wade veut se présenter.

Encore une fois, ce qui précède autorise à se demander si le Gouvernement français a déjà pris faits et cause pour la « stratégie de chaos » de Wade de conservation du pouvoir, même si vous semblez, personnellement, ne plus soutenir son projet de succession monarchique au profit de son fils biologique.

C'est donc à cette confrontation majeure avec le peuple, à laquelle Wade se prépare, même s'il déclarait récemment, par pure démagogie, qu'il se conformerait aux décisions du « Conseil Constitutionnel » que les Autorités Françaises attendent qu'il se déclare « incompetent ».

Cependant, tout en demandant, par pur esprit de propagande, à l'opposition, de s'en remettre au « Conseil Constitutionnel », Abdoulaye Wade peaufine en même temps sa « stratégie de chaos » et mobilise publiquement des nervis pour se préparer à imposer sa candidature dans la « Rue », le cas échéant.

En envoyant un Général « présumé génocidaire » à Dakar, dans un tel contexte, vous émettez un signal fort et sans équivoque de votre soutien à cette stratégie de Wade !

Ainsi, les conditions vont donc être réunies, pour rééditer au Sénégal, la tragédie du peuple de Côte d'Ivoire.

En effet, nous ne pouvons jamais oublier que la crise en Côte d'Ivoire a eu pour origine la question de « l'inconstitutionnalité de la candidature de Ouattara » que Bédié, appuyé par la France sous Chirac, avait fait adopter par référendum à son peuple.

Le caractère ouvertement « ethniciste » et réactionnaire de cette « Constitution », n'avait pas empêché la France, sans hésitation aucune, d'appuyer Bédié pour lui permettre d'écarter Ouattara, plongeant ainsi ce peuple dans une décennie de tragédie innommable.

Aujourd'hui, et vous le savez bien, l'inconstitutionnalité de la candidature de Wade à un 3<sup>ème</sup> mandat résulte de considérations fondamentalement démocratiques, inscrites dans la « Constitution » de notre pays, en phase avec l'évolution du monde moderne vers le progrès du genre humain.

Paradoxalement, la France dont le Gouvernement mène une guerre contre la Lybie au nom de la « Démocratie », de la « Liberté » et de l'« Etat de Droit », soutient Wade dans son refus de se conformer à cette « Constitution », et semble s'inscrire, ouvertement, dans sa stratégie pour imposer sa candidature au peuple dans la « Rue » !

Ainsi, les risques d'« Ivoirisation » du Sénégal sont énormes, et ne peuvent, par conséquent, être conjurés que par une puissante campagne d'information sur ce drame qui se trame contre notre peuple.

Nous sommes décidés de faire porter cette campagne, dans le pays et dans la Diaspora, par un vaste rassemblement de toutes les « Forces Vives » de notre « Nation » qui sont prêtes à faire face à la forfaiture que prépare Wade.

C'est d'ailleurs de cette manière que l'on a pu obliger votre Gouvernement, le 23 Juin 2011, à prendre acte de la volonté du peuple Sénégalais qui, ce jour là, dans la « Rue », avait rejeté, sans ambiguïté, le projet de Wade de transmission monarchique du pouvoir à son fils biologique.

C'est dans cette perspective que nous exigeons le départ immédiat du Sénégal, de ce Général « présumé génocidaire », et la fin de toutes vos immixtions dans les affaires politiques intérieures de notre pays.

Car, ce n'est pas à la France de décider du choix de qui va gouverner demain le Sénégal,

mais bien notre peuple dans le respect strict des dispositions de la « Constitution » qu'il s'est donnée.

Cinquante ans après les Indépendances africaines, les Patriotes, Démocrates et Républicains sénégalais ne sauraient plus tolérer de voir leur pays réduit en succursale ou filiale des Entreprises Françaises du « CAC 40 ». Pas plus qu'ils ne peuvent plus accepter que les dirigeants de leur Etat soient choisis par des officines au service du Gouvernement Français.

Plus vite vous et votre Gouvernement comprendrez ce tournant historique dans les relations entre nos Etats, davantage sera mutuellement bénéfique et fraternelle la coopération entre nos deux pays et nos deux peuples.

C'est dans la paix et la stabilité qu'une telle coopération se construit, et non dans le chaos et dans la tragédie, comme en atteste éloquemment la Côte d'Ivoire, après plus d'une décennie de guerre civile dans laquelle, la France était partie prenante du début jusqu'à son épilogue tragique récent.

Dans le même temps, nous attirons l'attention du « Conseil de Sécurité » de l'« ONU », des Autorités de l'« Union Européenne », et de l'« Union Africaine », sur la responsabilité pleine et entière de votre Gouvernement, dans la tragédie que Wade est entrain de planifier contre le peuple Sénégalais, et que vous et vos services, êtes activement et publiquement entrain d'appuyer.

Du fait de leur responsabilité dans le maintien de la paix et de la sécurité des peuples dans le monde, ces Institutions sont interpellées, pour éviter que le Sénégal ne plonge dans l'horreur, avant qu'elles ne soient contraintes à agir en « sapeurs pompiers » pour mettre notre peuple sous tutelle, sous prétexte de sauver des vies.

Elles doivent peser de tout leur poids, dès maintenant, pour empêcher le Gouvernement de la France de parrainer une nouvelle tragédie au Sénégal, après celles de la Côte d'Ivoire et de la Lybie.

C'est cela aussi que nous attendons des authentiques amis français du Sénégal, qui sont soucieux des récents développements de votre politique envers notre pays, et qui tiennent à bâtir avec nous, de solides relations de coopération entre nos peuples, dans le cadre de nos valeurs partagées d'« indépendance nationale », de « liberté », d'« égalité », de « démocratie » et de « fraternité ».

Le Sénégal ne saurait être ni la Côte d'Ivoire, encore moins la Lybie.

Votre Gouvernement ne devrait jamais l'oublier et devrait, dès maintenant, en tirer toutes les conséquences avant qu'il ne soit trop tard.

*Ibra Yali - Le Secrétariat du Comité Central - PARTI DE L'INDÉPENDANCE ET DU TRAVAIL (PIT - SÉNÉGAL)*